

## **ANNEXE 1 - Organisation du ministère des armées – modalités spécifiques de l'exercice de la police administrative au ministère des armées**

### **1. SPECIFICITES MINISTERIELLES**

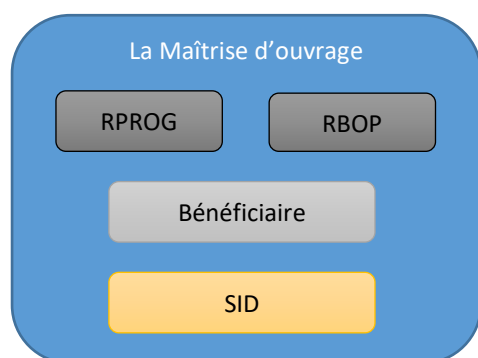
#### **1.1. La maîtrise d'ouvrage**

Le maître d'ouvrage est l'Etat. Pour le ministère des Armées, les responsabilités de la maîtrise d'ouvrage sont partagées entre :

Les responsables budgétaires : le responsable de programme au sens budgétaire (RPROG), le responsable de budget opérationnel du programme (RBOP),

Le bénéficiaire : organisme au profit duquel l'ouvrage est réalisé,

Le service infrastructure de la défense (SID).



Très synthétiquement, il peut être considéré que le bénéficiaire exprime un besoin qui est réalisé par le SID selon une proposition de programmation validée par le RBOP (CEMA ou DPMA) contrainte par le cadrage financier du RPROG (CEMA ou SGA).

Les bénéficiaires peuvent être représentés au niveau régional par les EMZD.

Le ComBdD ne fait pas partie de la chaîne bénéficiaire mais il intervient dans le processus.

#### **1.2. L'environnement**

Le ministère des Armées est soumis au droit commun en matière d'environnement.

Toutefois certaines procédures sont spécifiques à celui-ci.

Elles sont définies au code de l'environnement et concernent principalement, les ICPE, les IOTA, et la mise à disposition d'informations au public.

### **2. QUELQUES DEFINITIONS**

Dans les domaines des ICPE et des IOTA, certaines notions diffèrent de celles définies dans le code de l'environnement, elles sont reprises ci-après.

#### **2.1. Installation / installations classées**

La notion d'installation classée au sein du ministère regroupe les ICPE (installations classées pour la protection de l'environnement) et les IOTA (installations, ouvrages, travaux et activités relevant de la loi sur l'eau).

## **2.2. Site**

Un site correspond à une emprise géographique. Elle correspond également à « immeuble » notion utilisée dans la base domaniale du SID (G2D). Un n° d'immeuble est attribué à chaque emprise.

## **2.3. Site multi-exploitant**

La notion de site multi-exploitant est utilisée pour les emprises relevant du ministère des armées qui accueillent plusieurs exploitants. Dans ce cas, une convention de site définit l'organisation en place.

## **2.4. Etablissement**

La notion d'établissement est utilisée pour l'ensemble des installations d'un même site qui relèvent du même exploitant.

## **2.5. Projet**

Dans les réglementations ICPE et IOTA, pour l'autorisation environnementale, le terme de projet regroupe les installations classées relevant du régime de l'autorisation et tous les équipements du même exploitant connexes ou proches. (L. 181-1)

## **2.6. Porteur de projet**

Le porteur de projet est la personne physique ou morale responsable de la demande d'autorisation environnementale. Dans le cas d'installations classées c'est le pétitionnaire, dans les autres cas, c'est le SID (maître d'ouvrage).

## **2.7. Pétitionnaire**

Terminologie utilisée uniquement pour les installations classées, le pétitionnaire est toute personne physique ou morale responsable de la demande d'autorisation environnementale. Pour les installations classées (ICPE/IOTA), c'est le futur exploitant.

## **2.8. Tiers**

Pour les ICPE, qui ne relève pas de l'exploitant.

# **3. MODALITES SPECIFIQUES D'EXERCICE DE LA POLICE ADMINISTRATIVE DES ICPE/IOTA AU MINARM**

Les modalités d'exercice des polices administratives des installations, ouvrages, travaux et activités et des installations classées pour la protection de l'environnement au sein des organismes relevant du ministère des armées sont définies par l'arrêté du 28/04/2011 paru au JO du 6/05/2011.

Une synthèse est présentée ci-après :

### **Art.2 – organisation des responsabilités**

1. **l'exploitant** d'une installation classée est le chef d'organisme, il est responsable de :

Son utilisation,

Son entretien,

Son maintien en conformité.

## **2. le responsable de site**

Il est désigné par le commandant de la base de défense si les exploitants relèvent d'autorités différentes ou par l'autorité unique dont relèvent les exploitants après avis du ComBdD.

Son rôle est de :

Coordonner l'ensemble des polices (environnement, sécurité pyrotechnique, sûreté nucléaire...),

Diffuser des consignes écrites aux exploitants (restrictions d'usage, pollutions accidentelles, désignation des responsables...),

Coordonner les relations avec les entités extérieures au site,

Examiner les conditions d'intégration d'une nouvelle installation et ses conséquences (connexité...) puis élaborer les prescriptions techniques nécessaires,

Suivre et prendre en charge les effets cumulatifs des risques technologiques et nuisances générées.

Dans le cas d'un site multi-exploitants, les exploitants sont placés sous la coordination du responsable de site, celui-ci n'ayant toutefois pas de position hiérarchique.

### **Art.3 – police administrative : compétences**

1. **DTIE** : prend les arrêtés sur proposition du CGA/IIC.

2. **CGA/IIC** :

Assure le suivi administratif et le contrôle des installations classées,

Assure le suivi des sites et sols pollués et accidents de pollution, à ce titre exerce la police administrative :

- des sites où sont exploitées des installations classées,
- des sites prévus pour un transfert de jouissance ou de propriété.

Instruit les dossiers et constate les infractions,

Applique et met en œuvre les sanctions administratives,

A un rôle de conseil en matière de réglementation administrative et technique.

### **Art.4 – dispositions lors de constats d'infractions**

1. **rappel à la loi** : infraction avec incidences faibles – courrier DPMA rappelant la réglementation, imposant des mesures et des délais de réalisation.

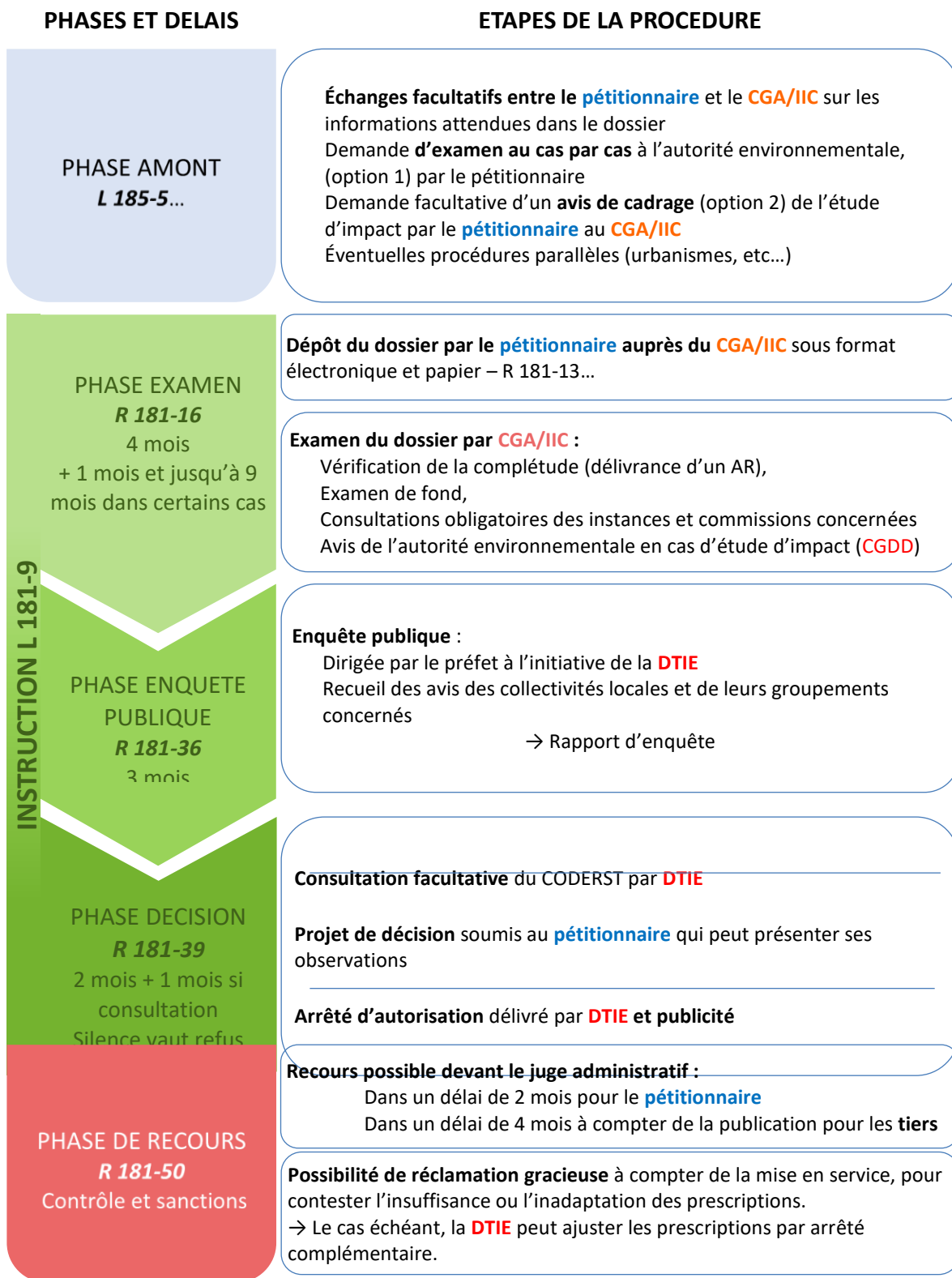
2. **mise en demeure** avec délais (arrêté DPMA) dans les cas suivants :

Non-respect des prescriptions particulières ou des arrêtés ministériels dans les délais imposés,

Installation classée exploitée de façon irrégulière.

#### 4. ROLES DES ACTEURS/CONTRIBUTEURS INTERNES MINARM

##### Autorisation environnementale IC



Les autorisations environnementales hors IC relèvent de la procédure civile.

Dispense de l'application du chapitre III (R 123...) = enquête publique (R.123-44) et consultation du public pour les aménagements, ouvrages ou travaux à l'intérieur (décret 2007-18 du 5 janvier 2007) des arsenaux de la marine, des aérodromes militaires, des grands camps figurant à la liste prévue au b de [l'article R. 421-8](#) du code de l'urbanisme (cf. *Arrêté du 5 décembre 2008*).

### **Schéma de la procédure d'examen au cas par cas.**

